

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe lijst van de verboden substanties en methoden inzake doping op internationaal niveau op 1 januari 2008 in werking treedt en dat de herziene lijst bijgevolg onverwijld dient te worden goedgekeurd en bekendgemaakt om te vermijden dat de sportbeoefenaars die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, de Wereld Anti-Doping Code zouden overtreden;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Dopingbestrijding behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage bij het besluit van 10 oktober 2002 betreffende de controleprocedure voor de dopingpraktijk en tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Brussel, 11 januari 2008

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 489

[2008/200431]

17 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon adaptant le règlement général de la comptabilité aux C.P.A.S.

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S., notamment les articles 87 et 91, tels que modifiés par les décrets des 6 avril 1995, 2 avril 1998, 1 avril 1999, 19 octobre 2000, 30 mai 2002, 6 février 2003 et du 8 décembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 1997 portant règlement général de la comptabilité communale, adaptée aux CPAS;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant règlement général de la comptabilité communale;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant qu'il est important pour la bonne application du nouveau règlement comptable d'adapter les textes en fonction des spécificités des C.P.A.S.;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant règlement général de la comptabilité communale en exécution de l'article 1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est applicable aux Centres publics d'action sociale sous réserve des dérogations prévues par le présent arrêté.

Pour l'application du règlement général de la comptabilité communale, il y a lieu d'entendre :

- a) par "receveur communal" : le receveur du CPAS;
- b) par "commune" : le C.P.A.S.;
- c) par "administration communale" : le C.P.A.S.;
- d) par "bourgmestre" : le président du C.P.A.S.;
- e) par "collège communal" : le Conseil de l'action sociale ou, en cas de délégation accordée en vertu de la loi du 8 juillet 1976 précitée, l'organe ou la personne qui a reçu délégation;
- f) par "conseil communal" : le Conseil de l'action sociale;
- g) par "secrétaire communal" : le secrétaire du C.P.A.S.;
- h) l'adjectif "communal" est remplacé par : du C.P.A.S.;
- i) par "Code de la Démocratie locale" : la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS.

Art. 3. L'article 3, § 1^{er} du même arrêté doit se lire comme "Un fonds de réserve ne peut jamais être rapatrié dans l'exercice proprement dit d'un budget mais uniquement dans le résultat global par la fonction numéro "060" de la classification fonctionnelle normalisée, et systématiquement dans le service auquel il appartient, sauf les exceptions prévues par les dispositions légales.

Art. 4. L'article 6 du même arrêté doit se lire comme "Les comptes financiers qui portent les avoirs du C.P.A.S. sont ouverts au nom du C.P.A.S. par le receveur du Centre après accord du conseil de l'action sociale. Ils sont gérés par le receveur du Centre et la correspondance lui est directement adressée".

Art. 5. L'article 11, alinéas 2 et 3, du même arrêté doit se lire comme : "et aux dépenses d'aide sociale individuelle".

Art. 6. L'article 12 du même arrêté doit se lire comme : "le Conseil de l'action sociale établit le projet de budget après avoir recueilli l'avis d'une commission où siègent au moins un membre du bureau permanent désigné à cette fin, le secrétaire et le receveur du centre.

Cette commission doit donner son avis sur la légalité et les implications financières prévisibles du projet de budget, en ce compris la projection sur plusieurs exercices de l'impact au service ordinaire des investissements significatifs.

Le rapport écrit, établi selon le modèle arrêté par le Ministre, de cette commission doit faire apparaître clairement l'avis de chacun de ses membres, tel qu'émis au cours de la réunion, même si l'avis doit être présenté d'une manière unique.

Ce rapport doit être joint au projet de budget et présenté au comité de concertation, pour avis, au conseil communal, pour approbation, et doit être soumis à l'autorité de tutelle.

Cette procédure doit être également appliquée à toutes les modifications budgétaires ultérieures.

L'avis de chacun des membres de cette commission doit être clairement repris dans le compte-rendu de la commission; si des opinions divergentes apparaissent.

L'absence de l'avis de cette commission ne peut que conduire à la non-approbation du budget (ou de la modification budgétaire) concerné(e)".

Art. 7. L'article 14, § 1^{er}, du même arrêté doit se lire comme : "Avant l'arrêt définitif du budget, il peut être pourvu par des crédits provisoires aux dépenses du service ordinaire pour lesquelles un crédit exécutoire était inscrit au budget de l'exercice précédent.

Toutefois, lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires sont arrêtés par le conseil de l'action sociale et approuvés par le Collège communal."

L'article 14, § 2, 1^o, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme "Cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives aux dépenses d'aide sociale individuelles et du revenu d'intégration, à la rémunération du personnel, au paiement des primes d'assurance, des taxes et de toute dépense strictement indispensable à la bonne marche du service public. Dans ce dernier cas, l'engagement de la dépense ne pourra s'effectuer que moyennant une délibération motivée du Conseil de l'action sociale, approuvée par le Collège communal".

Art. 8. L'article 16 du même arrêté n'est pas d'application.

Art. 9. A l'article 30 du même arrêté, la phrase "Les placements dont l'échéance excède un an sont effectués par le receveur communal conformément aux articles L. 1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation" est remplacée par la phrase "Les placements dont l'échéance excède un an sont effectués par le receveur avec l'accord du Conseil de l'action sociale".

Art. 10. L'article 31 du même arrêté doit se lire comme :

§ 1^{er}. Le receveur du C.P.A.S. est responsable de l'encaisse, à l'exception de celle des comptes de tiers qui ne sont pas gérés dans le cadre de sa mission.

Les fonds de l'encaisse sont gérés de manière distincte dans les écritures comptables qui en mentionnent chaque mouvement.

§ 2. Dans le cas où une activité ponctuelle ou récurrente du C.P.A.S. exige d'avoir recours à des paiements au comptant sans qu'il soit matériellement possible de suivre la procédure d'engagement, d'ordonnement et de mandatement prévue à l'article 51, le conseil de l'action sociale peut décider d'octroyer une provision de trésorerie, à hauteur d'un montant maximum strictement justifié par la nature des opérations, à un agent du C.P.A.S. nommé désigné à cet effet.

Dans, ce cas, le conseil de l'action sociale définit la nature des opérations de paiement pouvant être effectuées.

Cette provision sera reprise à hauteur de son montant dans la situation de caisse du C.P.A.S.

En possession de la délibération, le receveur remet le montant de la provision au responsable désigné par le conseil, ou le verse au compte ouvert à cet effet au nom du responsable, conformément à la décision du conseil.

Sur base de mandats réguliers, accompagnés des pièces justificatives, le receveur procède au renflouement de la provision à hauteur du montant mandaté.

Pour chaque provision, le responsable dresse un décompte chronologique détaillé des mouvements de caisse opérés. Ce décompte est joint aux pièces du compte de l'exercice consultables par les conseillers."

Art. 11. L'article 32 du même arrêté doit se lire comme : "Sauf cas exceptionnels, le receveur du C.P.A.S. procède aux paiements par voie de virement bancaire, électronique, d'émission de chèques, ou de documents bancaires assimilés. Il veille à ce que les fonds en espèces recueillis dans les différents services et établissements du centre soient régulièrement portés en comptes ouverts auprès d'institutions financières."

Art. 12. Les dispositions de l'article 42, 1^o, 4^o et 7^o, du § 2 du même arrêté ne sont pas d'application.

Art. 13. Un article 42bis libellé comme suit est ajouté :

"Sauf déclaration volontairement inexacte ou incomplète de la part du bénéficiaire telle que visée à l'article 98, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centre publics d'action sociale, le droit à recette n'est constaté, lors d'une décision de récupération de l'aide sociale prise sur base de la même loi, que lorsque le débiteur dispose de revenus supérieurs à la quotité inaccessibles ou insaisissables définies aux articles 1409, 1409bis, 1410 et 1411 du Code judiciaire."

Art. 14. L'alinéa 2 de l'article 49 du même arrêté doit se lire comme "Si un débiteur ne s'exécute pas dans les délais impartis, le receveur du Centre en informe par écrit le Conseil de l'action sociale, en vue de la mise en œuvre éventuelle d'une procédure judiciaire."

Art. 15. L'article 51, § 3 du même arrêté n'est pas d'application.

Art. 16. L'article 52 du même arrêté doit se lire comme : "Sauf exception établie par la loi, le décret ou le présent règlement, nulle dépense budgétaire ne peut être acquittée qu'après engagement définitif et imputation aux articles budgétaires concernés, enregistrement dans les comptes généraux des factures entrantes, imputation aux comptes généraux et particuliers, ordonnancement par le bureau permanent et établissement d'un mandat de paiement conformément aux articles 86, 2^e alinéa, et 87bis de la loi organique des C.P.A.S.

Les opérations sur les comptes généraux d'attente donnant lieu à décaissement doivent faire l'objet d'un ordonnancement et d'un mandatement sans indication budgétaire."

Art. 17. L'article 53 du même arrêté doit se lire comme : " Le Conseil de l'action sociale est seul habilité à procéder à des engagements sauf application des articles 86, 2^e alinéa, et 87bis de la loi organique des C.P.A.S.

L'engagement procède d'une obligation résultant de la loi, d'une convention ou d'une décision unilatérale de l'autorité du C.P.A.S.

L'engagement réserve tout ou partie d'un crédit budgétaire à une fin exclusive de toute autre destination.

L'engagement mentionne :

1° le nom du créancier ou de l'ayant droit;

2° le montant présumé;

3° l'exercice et l'article budgétaires.

Aucun engagement ne peut plus être effectué après la clôture de l'exercice en cours."

Art. 18. L'article 56 du même arrêté doit se lire comme :

"Lorsque les dépenses peuvent être justifiées par une simple facture acceptée, le service intéressé par la dépense effectue toute commande au moyen d'un bon de commande acté dans la comptabilité budgétaire et visé par le Conseil de l'action sociale et ou par le Bureau permanent.

Le créancier du C.P.A.S. doit produire une facture, en double exemplaire, accompagnée du bon commande et adressée au Conseil de l'action sociale".

Art. 19. L'alinéa 3 de l'article 57 du même arrêté ne s'applique pas aux C.P.A.S.

Art. 20. L'article 64 du même arrêté doit se lire comme " Le receveur du Centre renvoie au conseil de l'action sociale ou au bureau permanent tout mandat non régulier, en faisant connaître les motifs pour lesquels il refuse le paiement :

a) lorsque ces documents sont incomplets ou que leurs éléments ne cadrent pas avec les pièces jointes;

b) lorsqu'ils portent des ratures ou surcharges non-approuvées;

c) lorsqu'ils ne sont pas appuyés des pièces justificatives ou lorsque les pièces justificatives des fournitures, travaux ou prestations diverses ne relatent point les approbations nécessaires, soit les visas de réception ou de certification attestant la réalité de la créance ou le service fait et accepté;

d) lorsque la dépense est imputée sur des allocations qui lui sont étrangères;

e) lorsque le budget ou les délibérations ouvrant des crédits spéciaux prévoyant la dépense n'est point susceptible d'être payée dans la limite des crédits provisoires autorisés ou de crédits ouverts conformément à l'article 88, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi organique des C.P.A.S.;

f) lorsque la dépense excède le disponible des allocations y afférentes du budget;

g) lorsque la dépense en tout ou en partie a déjà fait l'objet d'une liquidation antérieure;

h) lorsque la dépense est contraire aux lois, aux règlements ou aux décisions du Conseil de l'action sociale."

Art. 21. L'article 67 du même arrêté ne s'applique pas aux C.P.A.S.

Art. 22. L'article 74 du même arrêté doit se lire comme : "Les comptes annuels signés par le receveur du Centre, auxquels sont annexés les comptes des agents visés à l'article 46, § 6, de la loi organique des C.P.A.S. sont transmis au bureau permanent avant le 1^{er} mars de l'exercice suivant.

Après vérification, le bureau permanent certifie que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes."

Art. 23. L'article 82, §§ 2 et 3, du même arrêté doit se lire comme :

"§ 2. En cas de retard ou de refus du receveur local du Centre sortant de remettre au successeur le compte de fin de gestion, le Conseil de l'action sociale le met en demeure de satisfaire ses obligations.

Cette mise en demeure est faite par exploit de huissier de justice qui fixe le délai d'exécution.

Si, à l'expiration de ce délai, la sommation est restée sans suite, le Bureau permanent dresse le compte de fin de gestion d'après les éléments en sa possession.

Les frais de sommation et d'expert sont imputés au compte de fin de gestion à charge du receveur sortant.

Un exemplaire du compte est transmis au receveur sortant, avec invitation à formuler ses observations dans les trente jours.

§ 3. En cas de décès ou de révocation du receveur local, ou si le receveur local sortant se trouve dans l'impossibilité de dresser le compte de fin de gestion, le bureau permanent le dresse.

Un exemplaire du compte est transmis au receveur sortant ou à ses ayants cause, avec invitation à formuler leurs observations dans les trente jours. "

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. L'arrêté du 22 mai 1997 portant le règlement général de la comptabilité des Centres publics d'action sociale est abrogé.

Art. 26. Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 17 janvier 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 489

[2008/200431]

**17 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering
tot aanpassing van het algemeen reglement op de boekhouding in de O.C.M.W.'s**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de O.C.M.W.'s, inzonderheid op de artikelen 87 en 91, zoals gewijzigd bij de decreten van 6 april 1995, 2 april 1998, 1 april 1999, 19 oktober 2000, 30 mei 2002, 6 februari 2003 en 8 december 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 1997 betreffende de gemeentelijke comptabiliteit voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat het voor de zorgvuldige toepassing van het nieuwe reglement op de boekhouding van belang is, de teksten aan te passen aan de specificiteiten van de O.C.M.W.'s;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, ter uitvoering van artikel L1315-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie is van toepassing op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onder voorbehoud van de afwijkingen bepaald bij dit besluit.

Voor de toepassing van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit dient te worden verstaan onder :

- a) "gemeentelijk ontvanger" : de ontvanger van het O.C.M.W.;
- b) "gemeente" : het O.C.M.W.;
- c) "gemeentebestuur" : het O.C.M.W.;
- d) "burgemeester" : de O.C.M.W.-voorzitter;
- e) "gemeentecollege" : de raad voor het maatschappelijk welzijn of, bij machtiging toegekend krachtens voornoemde wet van 8 juli 1976, het orgaan of de persoon die de machtiging gekregen heeft;
- f) "gemeenteraad" : de raad voor het maatschappelijk welzijn;
- g) "gemeentesecretaris" : de O.C.M.W.-secretaris;
- h) het adjectief "gemeentelijk(e)" en het woorddeel "gemeente-" worden vervangen door : van het O.C.M.W. of O.C.M.W.-;
- i) "Wetboek van de plaatselijke democratie" : de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de O.C.M.W.'s.

Art. 3. Artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als "Een reservefonds mag nooit genoteerd worden in het eigenlijke corps van de begroting, maar enkel in het globale resultaat via functie 060 van de genormaliseerde functionele classificatie en systematisch in de dienst waaronder het valt, behoudens de uitzonderingen bepaald bij de wetsbepalingen".

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als "De financiële rekeningen waarop de activa van het O.C.M.W. staan, worden op naam van het O.C.M.W. geopend door de O.C.M.W.-ontvanger na instemming van de raad voor het maatschappelijk welzijn. Ze worden door de O.C.M.W.-ontvanger beheerd en de briefwisseling wordt rechtstreeks aan hem gericht".

Art. 5. Artikel 11, leden 2 en 3, van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als : "en de uitgaven voor individuele maatschappelijke hulp".

Art. 6. Artikel 12 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als : "De raad voor maatschappelijk welzijn maakt het begrotingsontwerp op na het advies te hebben ingewonnen van een commissie waarin tenminste een daartoe aangeduid lid van het vast bureau, de O.C.M.W.-secretaris en de O.C.M.W.-ontvanger zetelen.

Die commissie moet advies uitbrengen over de wettelijkheid en de te verwachten financiële weerslag van de ontwerp-begroting, met inbegrip van de projectie op verschillende dienstjaren van de weerslag van de omvangrijke investeringen op de gewone dienst.

Het schriftelijk verslag van die commissie, opgesteld volgens het model bepaald door de Minister, moet duidelijk het advies vermelden van elk van zijn leden, zoals uitgebracht tijdens de vergadering, zelfs als dat advies slechts één standpunt mag verwoorden.

Dat verslag moet gevoegd worden bij de ontwerp-begroting en ter advies aan het overlegcomité en ter goedkeuring aan de gemeenteraad voorgelegd worden en wordt voorgelegd aan de toezichthoudende overheid.

Die procedure moet eveneens worden toegepast op alle latere begrotingswijzigingen.

Het advies van elk van de leden van die commissie moet duidelijk opgenomen worden in het verslag van de commissie indien blijkt dat er afwijkende meningen zijn.

De ontstentenis van het advies van die commissie kan enkel maar de niet-goedkeuring van de betrokken begroting (of begrotingswijziging) tot gevolg hebben."

Art. 7. Artikel 14, § 1, van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als : "Voor de definitieve vaststelling van de begroting mogen, door middel van voorlopige kredieten, uitgaven van de gewone dienst worden verricht waarvoor een uitvoerbaar krediet uitgetrokken was op de begroting van het vorige dienstjaar.

Wanneer de begroting nog niet aangenomen is, worden de voorlopige kredieten evenwel vastgesteld door de raad voor het maatschappelijk welzijn en goedgekeurd door het gemeentecollege."

Artikel 14, § 2, 1°, lid 2, van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als "Die beperking geldt niet voor de uitgaven in verband met de uitgaven voor individuele maatschappelijke hulp en het leefloon, voor de vergoeding van het personeel, voor de betaling van de verzekeringspremies, de belastingen en elke uitgave die strikt noodzakelijk is voor de goede werking van de openbare dienstverlening. In dat laatste geval kan de vastlegging van de uitgave enkel gebeuren via een gemotiveerd besluit van de raad voor maatschappelijk welzijn, goedgekeurd door het gemeentecollege."

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Art. 9. In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt de volzin "De beleggingen waarvan de vervaltermijn hoger is dan één jaar worden verricht door de gemeenteontvanger overeenkomstig de artikelen L1222-1 tot en met 4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie" vervangen door de volzin "De beleggingen waarvan de vervaltermijn hoger is dan één jaar worden verricht door de ontvanger met instemming van de raad voor maatschappelijk welzijn."

Art. 10. Artikel 31 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als :

"§ 1. De O.C.M.W.-ontvanger is verantwoordelijk voor de kasvoorraad, met uitzondering van die van de rekeningen van derden die niet in het kader van zijn opdracht beheerd worden.

De gelden van de kasvoorraad worden afzonderlijk beheerd in de boekhouding waarin alle verrichtingen worden vermeld.

§ 2. Indien er voor een gerichte of wekerende activiteit van het O.C.M.W. contante betalingen nodig zijn zonder dat het materieel mogelijk is om de vastleggings-, ordonnancerings- en mandateringsprocedure te volgen bepaald in artikel 51, kan de raad voor het maatschappelijk welzijn beslissen om voor een maximumbedrag dat strikt verantwoord is door de aard der verrichtingen een kasvoorziening toe te kennen aan een daartoe bij naam genoemd O.C.M.W.-personeelslid.

In dat geval bepaalt de raad voor het maatschappelijk welzijn de aard van de betaalverrichtingen die doorgevoerd mogen worden.

Die voorziening wordt tegen het overeenstemmende bedrag in de kastoestand van het O.C.M.W. opgenomen.

Zodra hij in het bezit is van het besluit, maakt de ontvanger het bedrag van de voorziening over aan de door de raad aangewezen verantwoordelijke of stort het op de rekening die daartoe geopend wordt op naam van de verantwoordelijke overeenkomstig de beslissing van de raad.

Op grond van regelmatige mandaten, waarbij de verantwoordingsstukken worden gevoegd, wordt de voorziening door de ontvanger tegen het gemandateerde bedrag gecompenseerd.

Voor elke voorziening maakt de verantwoordelijke een gedetailleerde chronologische afrekening op van de doorgevoerde kasbewegingen. Die afrekening wordt gevoegd bij de stukken van de rekening van het dienstjaar die de raadsleden kunnen inzien."

Art. 11. Artikel 32 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als : "Behalve uitzonderlijke gevallen verricht de O.C.M.W.-ontvanger de betalingen per bankoverschrijving, op elektronische wijze, bij uitgifte van cheques of daarmee gelijkgestelde bankbescheiden. Hij ziet erop toe dat de in contanten ontvangen gelden in de verschillende diensten en instellingen van het O.C.M.W. regelmatig op een rekening gestort worden die bij financiële instellingen geopend is."

Art. 12. De bepalingen van artikel 42, 1°, 4° en 7°, van § 2 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing.

Art. 13. Er wordt een artikel 42bis bis toegevoegd, luidend als volgt :

"Behoudens een vrijwillig onjuiste of onvolledige aangifte vanwege de steungerechtigde zoals bedoeld in artikel 98, § 1, lid 5, van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt het invorderingsrecht bij een beslissing tot terugvordering van de maatschappelijke hulp genomen op grond van dezelfde wet enkel vastgesteld wanneer de schuldenaar over inkomsten beschikt boven het aandeel dat niet vatbaar is voor overdracht of beslag, omschreven in de artikelen 1409, 1409bis, 1410 en 1411 van het Gerechtelijk Wetboek."

Art. 14. Lid 2 van artikel 49 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als "Als een schuldenaar niet betaalt binnen de toegestane termijnen, brengt de O.C.M.W.-ontvanger de raad voor maatschappelijk welzijn daarvan schriftelijk op de hoogte met het oog op de eventuele toepassing van een gerechtelijke procedure."

Art. 15. Artikel 51, § 3, van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Art. 16. Artikel 52 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als : "Behoudens de bij wet, decreet of onderhavig reglement bepaalde uitzondering kan geen uitgave aangezuiverd worden dan na de definitieve vastlegging, de aanrekening op de begrotingsrekeningen, de registratie in de algemene rekeningen betreffende de inkomende facturen, de aanrekening op de algemene en individuele rekeningen, de betaalbaarstelling door het vast bureau en het opmaken van een bevelschrift tot betaling overeenkomstig artikel 86, lid 2, en 87bis van de wet tot organisatie van de O.C.M.W.'s.

De verrichtingen op de algemene wachtrekeningen die aanleiding geven tot een uitbetaling moeten geordonneerd en gemandateerd worden zonder budgetindicatie."

Art. 17. Artikel 53 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als : "Alleen de raad voor maatschappelijk welzijn is bevoegd om tot vastleggingen over te gaan, behalve toepassing van de artikelen 86, lid 2, en 87bis van de wet tot organisatie van de O.C.M.W.'s.

De vastlegging is het gevolg van een verplichting voortvloeiend uit de wet, een overeenkomst of een eenzijdige beslissing van de O.C.M.W.-overheid.

Door de vastlegging wordt het volledige of het gedeeltelijke begrotingskrediet uitsluitend voor een welbepaalde bestemming voorbehouden.

Een vastlegging omvat :

- 1° de naam van de schuldeiser of rechthebbende;
- 2° het vermoedelijk bedrag;
- 3° het dienstjaar en het budgettaire artikel.

Geen enkele vastlegging mag nog worden verricht na afsluiting van het lopende dienstjaar."

Art. 18. Artikel 56 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als :

"Wanneer de betalingen door een eenvoudige aanvaarde factuur gestaafd kunnen worden, plaatst de betrokken dienst elke bestelling door middel van een in de begrotingsboekhouding geakteerde bestelbon die door de raad voor maatschappelijk welzijn en/of het vast bureau gevisieerd wordt.

De factuur, die de schuldeiser van het O.C.M.W. in tweevoud aan de raad voor maatschappelijk welzijn richt, dient verzegeld te zijn van de bestelbon."

Art. 19. Lid 3 van artikel 57 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op de O.C.M.W.'s.

Art. 20. Artikel 64 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als "De O.C.M.W.-ontvanger stuurt elk niet regelmatig bevelschrift aan de raad voor maatschappelijk welzijn of aan het vast bureau terug, met vermelding van de redenen waarop de weigering tot betalen steunt :

- a) wanneer die stukken onvolledig zijn of hun gegevens niet stroken met de bijgevoegde stukken;
- b) bij niet-goedgekeurde doorhalingen of toevoegingen;
- c) wanneer ze niet gestaafd worden door verantwoordingsstukken of wanneer de verantwoordingsstukken van de leveringen, werken of allerhande prestaties ofwel de noodzakelijke goedkeuringen of de ontvangst- of certificeringsvisa's die het werkelijk bestaan van de schuldvordering of de gedane en aanvaarde dienstlevering aantonen, niet weergeven;
- d) indien de uitgave aangerekend wordt op allocaties die er geen verband mee houden;
- e) indien de begroting of de besluiten die bijzondere kredieten openen ter voorziening van de uitgave de betaling binnen de perken van de goedgekeurde voorlopige kredieten of van kredieten geopend overeenkomstig artikel 88, § 2, leden 2 en 3, van de wet tot organisatie van de O.C.M.W.'s niet aankunnen;
- f) indien de uitgave het beschikbare bedrag van de desbetreffende allocaties van de begroting overschrijdt;
- g) wanneer de uitgave geheel of gedeeltelijk reeds het voorwerp uitmaakte van een vorige betaling;
- h) wanneer de uitgave strijdig is met de wetten, de reglementen of de beslissingen van de raad voor het maatschappelijk welzijn."

Art. 21. Artikel 67 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op de O.C.M.W.'s.

Art. 22. Artikel 74 van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als : "De door de O.C.M.W.-ontvanger ondertekende jaarrekeningen worden samen met de rekeningen van de personeelsleden bedoeld in artikel 46 van de wet tot organisatie van de O.C.M.W.'s vóór 1 maart van het volgende dienstjaar aan het vast bureau toegezonden.

Na verificatie bevestigt het vast bureau dat alle handelingen waarvoor het bevoegd is, correct zijn opgenomen in de rekeningen."

Art. 23. Artikel 82, §§ 2 en 3, van hetzelfde besluit dient gelezen te worden als :

"§ 2. Wanneer de uittredende plaatselijke O.C.M.W.-ontvanger de eindrekening te laat afgeeft of weigert af te geven aan de opvolger, maant de raad voor het maatschappelijk welzijn hem aan zijn verplichtingen na te komen.

De aanmaning geschiedt bij gerechtsdeurwaardersexploot dat de uitvoeringstermijn vaststelt.

Is de aanmaning bij het verstrijken van die termijn zonder gevolg gebleven, dan maakt het vast bureau de eindrekening op volgens de gegevens die in zijn bezit zijn.

De aanmanings- en expertisekosten zijn in de eindrekening ten laste van de uittredende ontvanger aangerekend.

Een exemplaar van de rekening wordt de uittredende gemeenteontvanger ter hand gesteld met verzoek zijn opmerkingen te formuleren binnen dertig dagen.

§ 3. Bij overlijden of afzetting van de plaatselijke ontvanger, of wanneer de uittredende plaatselijke ontvanger zich in de onmogelijkheid bevindt om de eindrekening op te maken, maakt het vast bureau die rekening op.

Een exemplaar van de rekening wordt de uittredende gemeenteontvanger of aan zijn rechtverkrijgenden ter hand gesteld met verzoek hun opmerkingen te formuleren binnen dertig dagen."

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 25. Het besluit van 22 mei 1997 betreffende de gemeentelijke comptabiliteit voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt opgeheven.

Art. 26. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 januari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD